

Statement of the Vice-Chairman

Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions

29 November 2018

**Estimates in respect of special political missions, good offices and other political initiatives authorized by the General Assembly and/or the Security Council
United Nations Assistance Mission in Afghanistan**

(ACABQ report: A/73/498/Add.4; related Secretary-General's report: A/73/352/Add.4)

**Estimates in respect of special political missions, good offices and other political initiatives authorized by the General Assembly and/or the Security Council
United Nations Assistance Mission for Iraq**

(ACABQ report: A/73/498/Add.5; related Secretary-General's report: A/73/352/Add.5)

Madam Chair,

I am pleased to introduce the Advisory Committee's report on the United Nations Assistance Mission in Afghanistan.

The Advisory Committee recommends approval of the staffing resources requested for 2019, however it notes the need to fill all vacant positions expeditiously.

As regards operational costs, the Advisory Committee recommends reductions in facilities and infrastructure and official travel and trusts that the outsourcing of security services will not affect the safety and security of staff and premises. The Committee notes

that information relating to expenditures and related explanations should be provided in the context of future budget submissions.

As regards the Kuwait Joint Support Office, the Advisory Committee reiterates that the KJSO was initially established in response to the security situation in Iraq and later expanded to include certain support functions of UNAMA and other missions and that, in accordance with General Assembly resolution 70/248 A any changes to the existing and future service delivery model must be approved by the Assembly.

Madam Chair,

I am now pleased to introduce the report of the Advisory Committee (A/73/352/Add.5) on the budget of the United Nations Mission for Iraq (UNAMI) for 2019.

The proposed resources would provide for 245 military personnel, unchanged from last year, and for 800 civilian personnel, which reflect a decrease of 52 staff.

The Advisory Committee recommends approval of the Secretary-General's proposals regarding staffing, other than the establishment of one of the three proposed Human Rights Officer (NPO) positions, absent a clear delineation of their respective functions and detailed workload information.

With respect to operational costs, the Committee recommends reductions under consultants and official travel and welcomes the reduction under air operations achieved

through cost-sharing arrangements with the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for Yemen.

The Committee provides comments in its main report on the estimates in respect of political missions (A/73/498) regarding the proposed structural changes in the Office of the Deputy Special Representative of the Secretary-General for Development and Humanitarian Affairs, which reflect UNAMI's progressive shift from a humanitarian emergency focus towards a more development-oriented approach.

On the matter of UNAMI's assistance to the incoming United Nations Investigative Team to Promote Accountability for Crimes Committed by Da'esh/ISIL, the Committee stresses that any administrative support provided should be on a reimbursable basis.

Lastly, the Committee reiterates its view that certain indicators of achievement can be improved to better reflect what could be achieved by United Nations entities and the activities for which they can be held accountable.

Thank you, Madam Chair.

Déclaration du Vice-Président

du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

le 29 novembre 2018

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

(Rapport du Comité consultatif : A/73/498/Add.4 ; rapport correspondant du Secrétaire général : A/73/352/Add.4)

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

(Rapport du Comité consultatif : A/73/498/Add.5 ; rapport correspondant du Secrétaire général : A/73/352/Add.5)

Madame la Présidente,

J'ai le plaisir de présenter le rapport du Comité consultatif sur la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

Le Comité consultatif recommande d'approuver les effectifs demandés pour 2019, tout en faisant observer qu'il convient de pourvoir rapidement tous les postes vacants.

En ce qui concerne les dépenses opérationnelles, le Comité consultatif recommande de réduire les ressources demandées au titre des installations et infrastructures et au titre des voyages et compte que l'externalisation des services de sécurité n'aura pas d'incidence sur la sûreté et la sécurité du personnel et des locaux. Il note que les informations

concernant les dépenses et les explications y relatives devront figurer dans les prochains projets de budget.

En ce qui concerne le Bureau d'appui commun de Koweït, le Comité consultatif rappelle que ce Bureau a été créé compte tenu de l'insécurité régnant en Iraq et que ses fonctions ont ensuite été étendues à certaines fonctions d'appui de la MANUA et d'autres missions, et que, conformément à la résolution 70/248 A de l'Assemblée générale, tout changement apporté au dispositif actuel et futur de prestation de services doit recevoir l'approbation de cette dernière.

Madame la Présidente,

Maintenant, j'ai le plaisir de présenter le rapport du Comité consultatif (A/73/498/Add.5) sur le budget de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) pour 2019.

Les montants demandés doivent permettre le déploiement de 245 soldats – chiffre identique à celui de l'année passée – et le financement de 800 postes civils, soit une diminution de 52 postes par rapport au budget précédent.

Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant les effectifs, sauf la création de l'un des trois postes de spécialiste des droits de l'homme, faute de disposer d'informations détaillées sur la charge de travail et d'une définition claire des fonctions pour les postes en question.

En ce qui concerne les dépenses opérationnelles, le Comité recommande de réduire les ressources demandées au titre des consultants et des voyages. Il se félicite de la réduction des ressources demandées au titre des opérations aériennes qu'a rendu possible l'accord de partage des coûts conclu avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen.

Dans son rapport principal sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales (A/73/498), le Comité formule des observations sur les modifications de structure qu'il est proposé d'apporter au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'intégration et la coordination des activités de développement et de l'action humanitaire, le développement prenant progressivement le pas sur l'action humanitaire dans les activités de la MANUI.

En ce qui concerne l'appui que la MANUI devra fournir à l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener l'EIIL (Daech) à répondre de ses crimes, le Comité souligne que tout appui administratif fourni par une entité des Nations Unies doit donner lieu à remboursement.

Enfin, le Comité rappelle qu'à son avis il est possible d'améliorer certains indicateurs de succès, de façon qu'ils reflètent mieux les résultats que les entités des Nations Unies peuvent obtenir et les activités pour lesquelles on peut leur demander des comptes.

Madame la Présidente, je vous remercie.